

Propositions d'amendements portant sur l'avant-projet de Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte - Belgique

Commentaire général :

This is a very good document. We want to congratulate UNESCO on the work done.

We would nevertheless like to point out the following:

- Nous sommes favorables à une Science ouverte limitée à la recherche financée par le public. C'est d'ailleurs explicitement repris à la page 10, §18 c).
- La science ouverte ne doit pas couvrir le développement, le développement expérimental, ni l'innovation, même financés par le public, au risque de mettre en péril les commercialisations qui en découleraient.
- La science ouverte ne peut aller jusqu'à une remise en cause totale du droit de la propriété intellectuelle quelle qu'elle soit (brevet, licence, secrets industriels...).
- Intégrer la société civile dans la science ouverte n'est pas applicable de façon similaire à tous les domaines. Il faut éviter notamment qu'apparaisse des groupes de lobby qui mettraient à mal la liberté de recherche.
- Le rôle du secteur privé devrait être clarifié.

Commentaires spécifiques (ajouts en gras) :

Preamble

The preamble should contain a reference to the UNESCO Recommendation on Open Educational Resources (27.11.2019) : http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=49556&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html. As of now, the text contains a reference to OER, but not to the legal instrument and the rationale behind it.

The following (new) paragraph could be added to the preamble: **“Recalling the UNESCO Recommendation on Open Educational Resources, adopted on 25 November 2019, mindful of the intrinsic connection between teaching and research as the hallmark of quality higher education and of the particular role of research universities herein”**

Page 2, Préambule, 1^{er} « Considérant que... »

La notion de « *commensurabilité des preuves* » semble étrange. La Science Ouverte ne rend en rien les théories scientifiques produites plus ou moins commensurables. A clarifier en tous cas car la notion de commensurabilité n'est pas neutre en épistémologie et philosophie des sciences.

Page 3, I.2

« en faisant participer les acteurs de la société extérieurs à la communauté scientifique à la création de connaissances et à leur utilisation pour la prise de décisions et l'élaboration des politiques »

Il s'agit d'une formulation trop générale et en contradiction avec la formulation reprise à la page 9 point 16. (a) dans les principes directeurs pour la science ouverte, où l'on parle « *d'une forme de savoir particulière fondée sur la preuve et vérifiée à l'aune de la réalité, de la logique et du contrôle par les pairs scientifiques.* ».

S'il s'agit de développer plus les connaissances scientifiques de la société civile, il faut inverser la tournure de la phrase tel que : « ***En ouvrant plus la communauté scientifique à la société civile en vue de diffuser les connaissances scientifiques, dans une optique de vulgarisation et d'élévation du niveau de connaissance scientifique de base de la population*** ».

Ajouter : 2. « ... et en faisant participer les acteurs de la société extérieurs à la communauté scientifique à la création de connaissances et à leur utilisation pour la prise de décisions et l'élaboration des politiques, **tout en garantissant la liberté de recherche et l'excellence scientifique.** »

Il nous paraît important de maintenir la logique d'un contrôle par les pairs afin d'éviter une science ouverte qui n'a plus de critères précis et prête le flanc à une posture relativiste qui accepte n'importe quoi. Cette remarque vaut en particulier dans le domaine des sciences de la nature.

Page 3, I.3

We would suggest adding the necessity of international alignment of policies.

Page 4, chap. II Définition de la Science ouverte

La définition proposée ne semble pas tenir compte du fait que l'ouverture concerne aussi, au-delà de la création et de la dissémination, **l'évaluation** des productions scientifiques, notamment par le biais de l'Open Peer Review (qui est pourtant dûment mentionnée plus loin en tant que dimension de la science ouverte).

Page 4, II. 8

Même remarque que page 3, I.2

Remplacer « *ainsi qu'à ouvrir le processus de création de connaissances scientifiques et leur diffusion auprès des acteurs de la société au-delà de la communauté scientifique institutionnalisée* » par « **en permettant aux acteurs extérieurs à la communauté scientifique d'intervenir dans le processus de création des connaissances dans le respect des règles propres à chaque discipline et de participer au processus de décision concernant l'utilisation des connaissances et l'élaboration des politiques** ».

Page 5, point 9, (ii)

Il serait bon de mentionner explicitement les limitations liées aux droits de propriété intellectuelle, à côté du respect de la vie privée et la sécurité (ne pas le faire est contre-productif car cela « braque » pas mal d'acteurs).

Page 5, point 9, (iii)

Apart from open source, other dependencies such as libraries, frameworks, analysis platforms, ... could be added. Open source is only the top of proverbial iceberg as far as open software is concerned.

Page 5, point 9, (iv)

In the phrase "to manage and provide access to data, ..." software could be added, as a logical implication of (iii)

Page 6, point 9, (iv), dernière phrase

« *Les infrastructures de la science ouverte ne doivent poursuivre **aucun but lucratif** (...)* »

Dans un monde idéal, aucun but lucratif ne devrait sans doute être recherché. Et dans tous les cas, la communauté scientifique doit se réapproprier la gouvernance des infrastructures (notamment éditoriales) de la science ouverte. Pratiquement cependant, comment se passer totalement du service de providers et éditeurs de plateforme privés, là où l'offre publique n'existe pas ou ne rencontre pas (encore) les besoins des communautés scientifiques. Le problème réside dans la disproportion des bénéfices attendus par certaines sociétés privées (les oligopoles du marché de la publication scientifique en particulier), par rapport aux services offerts. Refuser par principe toute infrastructure à but lucratif aboutirait notamment à refuser le concours de certains éditeurs Open Access qui pratiquent des tarifs équitables (« fair Gold Open Access », « fair APCs », etc.), ce qui serait contre-productif.

Attention d'ailleurs à ne pas être en contradiction avec la page 11, point 19, (i) à propos des partenariats public-privé.

Mieux définir ce qui est entendu par « *infrastructure* » et « *service* ». Une plate-forme de publication est-elle considérée dans le cadre de cette recommandation comme une infrastructure (qui devrait selon la recommandation être sans but lucratif) ou un service (qui peut faire l'objet d'un partenariat public-privé équitable) ? Ceci doit être clarifié pour éviter des mésinterprétations futures.

Page 7, point 9, (viii), 2^{ème} point

Remplacer « *sexe* » par « *genre* »

Page 7, point 10

La 1^{ère} phrase « *L'accès aux résultats scientifiques doit être aussi ouvert que possible et fermé seulement si besoin est* » devrait être remplacée par « *L'accès aux résultats scientifiques doit être aussi ouvert que possible, mais aussi fermé que nécessaire. Nous souhaitons, en effet, un texte plus affirmatif sur le plan de la libre circulation des résultats.*

Ajouter : « *Des restrictions d'accès proportionnées peuvent se justifier par des motifs de sécurité nationale, de confidentialité, de protection de la vie privée, de la propriété intellectuelle et de respect des sujets d'étude.* »

Page 7, point 12, (iii)

This section on educators could be put stronger, especially to highlight the role of educational *institutions* and educational *stakeholders*. This is not only about the individual "faculty" but above all about the academic community, especially in a sector that is characterised by large institutional autonomy.

(iii) could be reformulated as follows: "Educators, **as well as educational institutions and representative organisations of the academic community**, including university faculty **and management**, experts in the ethical conduct of science, members of professional societies, **student and young researcher organisations**, ~~and~~ **as well as** innovators in the private sector, who all have a role to play in the **education and** training related to open science principles and practices, and in educating all actors about open collaboration at all levels"

Page 8, point 12, (iv)

Remplacer « *scientifiques de l'information* » par « **spécialistes en sciences de l'information** »

Page 8, point 14

Supprimer la phrase : « *La science ouverte critique et transforme les limites de la propriété intellectuelle pour améliorer l'accès au savoir pour tous.* »

La mauvaise formulation de cette phrase et le manque de définition des limites de la propriété intellectuelle permettent de nombreuses interprétations.

Page 9, point 15, (ii)

Remplacer « *produits scientifiques* » par « **productions scientifiques** »

Page 9, point 15, (v)

Remplacer « *communauté scientifique officielle* » par « **communauté scientifique** »

Page 9, point 16, (b)

Remplacer « *par ordinateur* » par « **sous format numérique** »

Page 10, point 16, (f)

Voir remarque page 6, point 9, (iv) concernant l'exigence d'infrastructures sans but lucratif

Page 11, point 19,

Ajouter : « *créer ou encourager, y compris aux niveaux institutionnel, national, **supranational et international**, des environnements politiques favorables à la transition vers une science ouverte et à la mise en œuvre effective des pratiques de la science ouverte.* »

Page 11, point 19, i)

Dans l'état actuel des discussions, nous ne sommes pas favorables : « *d'encourager des partenariats public-privé équitables pour la science ouverte et faire participer le secteur privé à la science ouverte, à condition qu'une certification et une réglementation appropriées permettent d'empêcher toute dépendance exclusive à l'égard de fournisseurs, les comportements prédateurs et la captation des bénéfices des activités financées par des fonds publics.* »

Soutien au PPP, ainsi qu'à une réglementation et une certification adaptée permettant de réguler les relations entre acteurs, entre fournisseurs et clients. Mais il faut que le PPP puisse se concevoir dans un partenariat win-win.

Il faut qu'un intérêt commun puisse se dégager. De plus, un certain nombre de termes nécessiteraient une définition : « un comportement prédateur » par exemple est sujet à autant d'interprétation que de personnes présentes.

Une reformulation est nécessaire.

Page 14, point 21, (c)

« *de convenir d'un ensemble normalisé de compétences relatives à la science ouverte* » : ces compétences à acquérir n'existent pas dans l'absolu mais doivent être définies pour chaque discipline. Cette dimension disciplinaire manque : on ne définit pas les « données » de la même manière en virologie qu'en histoire de l'art, pour prendre des exemples extrêmes (en SHS, la question des données confine souvent à celle des « sources », avec des spécificités épistémologiques et méthodologiques dont il faut tenir compte).

Remplacer « à partir du premier cycle universitaire au moins » par « à partir du premier cycle de l'enseignement supérieur au moins ». En Belgique, la recherche ne se conçoit pas uniquement en université, mais également en haute école et en école supérieure artistique, même si la recherche universitaire est largement prépondérante.

Page 15, point 22, (b) dernière phrase

Ajouter : « *Ces missions s'accompagnent de différentes formes de création, de validation et de communication des connaissances, qui ne se résument pas à la publication dans des revues internationales évaluées par les pairs* »

Le texte initial recueille notre soutien : « Ces missions s'accompagnent de différentes formes de création et de communication des connaissances, qui ne se résument pas à la publication dans des revues internationales évaluées par les pairs »

Page 15, point 22, (c)

Ces systèmes d'évaluation doivent, en outre, prendre en compte le stade de la carrière du chercheur, et les contraintes spécifiques qui pèsent à chaque étape, avec une attention particulière pour les chercheurs en début de carrière (exigences spécifiques en termes de productivité et de mobilité qui opèrent actuellement parfois comme autant de contraintes à l'exercice de la science ouverte en début de carrière).

Page 15, point 23, (c)

The perspective of the human/cultural sciences and the humanistic approach could be stronger, especially for a Recommendation from an international organisation that has culture in its mandate and the formulations could be more aligned with UN language putting 'people' at the centre of policies.

As an example, the following could be added to the enumeration in par. 23 (c): “Support scientists and other societal actors in accumulating and using open data resources in a transdisciplinary mode to maximize scientific, social, ~~and~~ economic **and cultural** benefit, **as well as their contribution to people and the planet in general** and to stimulate the creation of hybrid disciplinary spaces where scientists from different disciplines interact **with each other** and with software developers, coders, creatives **professionals and individuals, artists, innovators, engineers, etc;**”

Soutenir les scientifiques et les autres acteurs de la société dans l'accumulation et l'utilisation de ressources de données ouvertes sur un mode transdisciplinaire. Ceci maximisera les avantages scientifiques, sociaux, économiques et culturels, ainsi que leur contribution aux populations et à la planète en général. Cela permettra de stimuler la création d'espaces disciplinaires hybrides où les scientifiques de différentes disciplines interagissent entre eux. A cette interaction on y adjoint entre-autre dans une liste non limitative celle avec le monde de l'IT, les particuliers créatifs, les artistes, les innovateurs, les ingénieurs.